

MR, PS, CDH et Ecolo veulent extraire “L’Avenir” de Nethys

■ Des députés entendent protéger le pluralisme de la presse. La direction de “L’Avenir” publie une lettre.

Une communication rarissime. Des députés wallons du PS, du MR, du CDH et d’Ecolo s’étaient unis, début novembre, pour “défendre la liberté de la presse” face aux pressions qu’aurait exercées la direction du groupe Nethys sur la rédaction de “L’Avenir” (filiale de Nethys). Mardi, les quatre mêmes formations, toujours à propos de “L’Avenir”, ont à nouveau pris la plume. Cette fois, pour défendre le pluralisme de la presse quotidienne francophone.

Les députés Dermagne (PS), Maroy (MR), Fourny (CDH) et Hazée (Ecolo) ont demandé au gouvernement wallon d’extraire les Editions de l’Avenir de Nethys afin de préserver ce groupe d’une fusion avec le groupe Rossel, et en particulier avec “Sudpresse”. “L’Avenir” et les titres de “Sudpresse” sont des quotidiens régionaux. Un rapprochement menacerait le pluralisme de la presse, le maintien de plusieurs titres et d’emplois dans les deux groupes, craignent les députés.

Les députés relayaient ainsi, en commission du Parlement, les craintes du personnel de “L’Avenir”, alors que courent des rumeurs d’adossement à “Sudpresse” avec rationalisations potentielles à la clé. Pour éviter ce scénar-

io, ils suggèrent une sortie des Editions de l’Avenir de Nethys par la revente de parts (via la majorité provinciale dans Publifin, qui détient Nethys) ou en passant par un portage temporaire via les outils économiques wallons (SRIW ou Sogepa).

Jeholet se dit ouvert, mais prudent

Le ministre wallon de l’Economie, Pierre-Yves Jeholet (MR), a dit partager ces inquiétudes. “Un adossement des Editions de l’Avenir au groupe Rossel serait une mauvaise chose, il renforcerait le monopole et constituerait un pas vers la fin du pluralisme de la presse. Mais je ne suis pas propriétaire de Nethys, et les actionnaires vont s’exprimer.” Le ministre ne ferme pas la porte à un portage par la Région, mais reste prudent. “Il n’est pas naturel pour des pouvoirs publics d’être actionnaires d’un groupe de presse, même si ici, vous parlez d’une opération transitoire.”

Par ailleurs, “Le Soir” annonçait mardi que le comité de direction des Editions de l’Avenir avait écrit, le 6 décembre, une lettre ouverte aux administrateurs de Nethys et Publifin, pour déplorer l’absence “de liens constructifs entre Nethys et les Editions de l’Avenir” ainsi que “des synergies entre entités du groupe pauvres et peu porteuses de valeurs ajoutées”. “Les quatre années de vie commune avec Nethys ressemblent, à plusieurs égards, à celles qui précèdent un divorce”, écrit la direction, qui dénonce “l’absence de décisions et l’inertie de l’actionnaire”.

A. C. (avec Belga)